Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

SOMMAIRE 71

mensuel mars 80

3ff/30fb/2fs/0.70 CTS. CAN.

LE NATIONALISME : DES CHAINES POUR LE PROLETARIAT

l'internationalisme prolétarien à l'épreuve

●"Les prolétaires n'ont pas de patrie !" Cette vérité élémentaire, après avoir été enterrée pendant des décennies sous le poids de la contre-révolution, doit aujourd'hui résonner haut et fort et s'imposer dans chaque lutte ouvrière.

Le prolétariat est internationaliste parce que sa force, il ne peut la tirer que du caractère international de ses luttes. Le prolétariat est internationaliste parce que sa tâche : la destruction du capitalisme et des rapports sociaux inhumains n'est possible qu'à l'échelle mondiale et qu'il ne pourra la réaliser qu'en renversant l'Etat, en abattant les frontières et en anéantissant le cadre national.

Comme il en a toujours été dans l'histoire du mouvement ouvrier, l'internationalisme va être un facteur décisif dans l'épreuve de force que le prolétariat doit se préparer à engager avec la bourgeoisie.

A l'heure actuelle, cette bourgeoisie est en train de démontrer clairement pour la troisième fois que la crise du capitalisme ne peut déboucher que sur l'ouverture d'un conflit mondial, que la guerre impérialiste généralisée est le prolongement inévitable de la guerre commerciale impitoyable où chaque nation est réduite à des assauts de brigandage dans un marché mondial devenu incapable de s'étendre.

Mais l'autre pôle de l'alternative à la guerre impérialiste n'est pas la paix : depuis 60 ans, le capitalisme n'a cessé de façon quasi permanente d'alimenter les conflits dans la plupart des régiond du globe et de préparer la guerre.

La seule possibilité de mettre un terme à cet univers de barbarie, c'est la guerre de classe.

Avec l'accentuation de la crise, à

(suite page 6)



"LES PROLETAIRES N'ONT A PERDRE QUE LEURS CHAINES, ILS ONT UN MONDE A GAGNER." ILLUSTRATION DE LA COUVERTURE DU PREMIER NUMERO DE LA PUBLICATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

FRANCE
LA BOURGEOISIE PEUT COMPTER SUR LE P.C.F.

●Le PCF a été un parti révolutionnaire. Section française de l'Internationale Communiste, il rassemblait, au moment de sa fondation en 1921, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière française et défendait au sein de celle-ci des positions réellement communistes, bien que, depuis le départ, avec des dirigeants comme Frossard et Cachin, le poids du réformisme s'y soit fait sentir plus fortement que dans la plupart des autres PC . En particulier, il défendait l'Internationalisme prolétarien que la Social-Démocratie avait ignominieusement jeté aux oubliettes, il rejetait toute position de "défense nationale", il préconisait le renversement violent de l'Etat capitaliste et l'instauration mondiale du pouvoir des conseils ouvriers, de la dictature du prolétariat.

Cependant, depuis la fin des années 20, les occasions n'ont pas manqué pour démontrer qu'avec la mort de l'Internationale Communiste, le PCF était passé dans l'autre camp, celui du capitalisme : appui à l'effort d'armement du capital français, adoption d'une politique ultra-chauvine de "main tendue" à tous les "véritables patriotes", "front populaire" avec les secteurs démocratiques de la bourgeoisie au nom de l'"anti-fascisme", soutien à un des camps impérialistes et participation active à la seconde boucherie impérialiste, participation directe au gouvernement bourgeois de "reconstruction nationale", etc.

Ces dernières années, son appartenance au camp capitaliste s'est manifestée une fois de plus avec sa politique d'Union de la Gauche scellée dans le "Programme Commun de gouvernement", dont la fonction à peine voilée était de dévoyer vers l'impasse électorale le mécontentement croissant de la classe ouvrière qui s'était manifesté avec éclat en mai 68. De l'aveu même de Georges Séguy, de celui qui n'avait cessé d'appeler à la "modération" et au "sens des responsabilités" les ouvriers pour qu'ils ne "compromettent" pas le résultat des élections, le "Programme Commun" a constitué un élément de "démobilisation des luttes ouvrières".

Cette politique "eurocommuniste" de "passage pacifique et démocratique au socialisme" avait même semblé convaincre de larges secteurs de la bourgeoisie traditionnellement méfiants à son égard, que le PCF avait "changé", qu'on pouvait désormais "gouverner avec lui". Le PS et même certains radicaux avaient fait ce pas et acceptaient d'incorporer les ministres "communistes" dans l'instance suprême du capital national.

(suite page 2)

GRANDE-BRETAGNE
CONTRE L'EXTENSION DES LUTTES LE SYNDICAT MENE LA DISPERSION

●Un peu plus d'un an après la grève des camionneurs anglais qui allait ouvrir plusieurs mois de luttes ouvrières, après de nombreuses escarmouches localisées entre ouvriers et patronat, la tension sociale s'est généralisée à toute la Grande-Bretagne. Des licenciements supplémentaires sont prévus à British Leyland pour un proche avenir. Les ouvriers de Ford sont menacés de réduction du temps de travail. Au pays de Galles et au Yorkshire, les mineurs ont manifesté leur colère face aux menaces que font peser sur leur emploi les fermetures dans la sidérurgie. Les ouvriers de l'eau et les égoutiers ont rejeté la proposition de 19,2% d'augmentation de salaire et sont prêts à partir en grève. Les dockers de Londres sont en grève et réclament 30%. Les employés des chemins de fer veulent 20%. Et, au centre de la situation, la grève de la sidérurgie qui est d'ores et déjà la plus grande grève qu'ait connu ce secteur en Grande-Bretagne depuis 1926, est entrée dans sa huitième semaine. Des affrontements entre les piquets de grève et la police ont eu lieu à Hadfields , en Ecosse, dans les Midlands.

C'est face à une situation économique catastrophique que la classe ouvrière se rebelle. Le gouvernement conservateur a dû renforcer l'attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière. Les fortes réductions du niveau de vie déjà imposées, avec 18,4% d'inflation et deux millions de chômeurs se sont avérées insuffisantes. Ce sont des dizaines de milliers de nouveaux licenciements qui sont prévus dans une situation où il est déjà officiellement reconnu que le niveau de vie actuel de la classe ouvrière est inférieur à celui des ouvriers anglais en 1880!

les manoeuvres patronales et syndicales

Une telle situation, où tous les secteurs de la classe ouvrière sont touchés, où des milliers de familles ouvrières de régions entières, comme au Pays de Galles sont directement menacées, intensifie les conditions d'une généralisation des luttes.

Et non seulement la possibilité de la généralisation des luttes existe, mais elle est une nécessité pour que le prolétariat arrive à imposer un rapport de forces en sa faveur contre la bourgeoisie.

Cependant la bourgeoisie n'est pas aveugle face au mécontentement social croissant et aux potentialités explosives de la situation. La bourgeoisie sait que les grèves, dans un cadre bien délimité, peuvent être des "soupapes de sécurité" (sic), et elle a préparé sa stratégie dans ce sens avec soin.

Comme nous l'avons montré dans notre article du mois dernier (RI n° 70), le gouvernement et les syndicats ont collaboré étroitement pour faire en sorte que la grève de la sidérurgie éclate dans des conditions CHOISIES PAR EUX. Pour isoler les sidérurgistes du reste de la classe ouvrière, le gouvernement avait passé des accords salariaux, fin 79, avec différents syndicats : alors que des augmentations de salaire de l'ordre de 20% étaient offertes dans certains secteurs, les ouvriers de la sidérurgie nationalisée se voyaient proposer 2% dérisoires d'augmentation. Immédiatement, les syndicats lancaient la grève sur les salaires... alors que plus de 50 000 licenciements étaient annoncés pour août 1980. A ce moment là , le secrétaire général du syndicat de la sidérurgie, Mr Sirs, se prononçait clairement contre l'extension des luttes à tout autre secteur. Cependant la combativité des ouvriers de la sidérur-

(suite page 4)

P.C.F

(suite de la page I)

Pendant toute cette période, le mot de "révolution" était fort peu utilisé par le PCF et ceux qui s'en réclamaient ouvertement (même de façon mensongère, comme les trotskystes et les maoistes) étaient qualifiés "d'aventuristes", de "provocateurs", de "casseurs" et autres épithètes flatteuses. Mais aujourd'hui, le PCF a repris le langage de ceux qu'il dénonçait hier. L'organe "théorique" du parti destiné à remplacer "France Nouvelle" et la "Nouvelle Critique", s'appelle "Revolution". La "jeunesse communiste adopte un manifeste baptisé "Vive la Révolution". A ces mêmes troupes juvéniles, Georges Marchais confie un "grand secret" : "le but réel du parti communiste. Ce but, cet objectif, le voici : ce que nous voulons, c'est faire la révolution." Pour Roland Leroy,l'avenir passe "par un violent et fantastique affrontement de classes" et pour Marchais:"nous vivons l'époque des révolutions". Même Jean-Baptiste Doumeng milliardaire du PCF et PDG de multiples entreprises capitalistes clame bien fort qu'il est "avant tout révolutionnaire".

La bourgeoisie de droite et du centre se frotte les mains et fait la leçon au PS : "Vous voyez que le PC n'a pas changé : il reste un parti révolutionnaire". Le PS, de son côté, est assez désemparé et sa ligne officielle "d'union de la gauche" est de plus en plus constestée au point que commence à avancer en son sein une perspective de "gouvernement PS homogène".

Les plumassiers proches du PCF y vont de leur analyse. Pour eux,"ce retour aux sources historiques du parti s'explique essentiellement par des raisons internationales" (Le Matin du 5/2/80) et le"PCF donne la priorité au combat internationaliste" (Le Monde du 22/2/80). "Retour aux sources, "combat internationaliste" ; ainsi le PCF, pour la gauche aussi redeviendrait un parti révolutionnaire.

En ce qui nous concerne, et contrairement à ce qu'affirment les trotskystes pour qui le PCF serait "quand même" un parti "ouvrier", nous affirmons clairement que le PCF reste un parti du capitalisme et cela quel que soit son langage.

En pleine euphorie "eurocommuniste" et alors que même certains révolutionnaires comme nos camarades de "Battaglia Communista" estimaient que ce virage revêtait une importance fondamentale et avait un caractère définitif, nous écrivions :

"L'abandon du terme "dictature du prolétariat" par le PCF correspond à une nouvelle tentative d'amadouer aussi bien les fractions de la bourgeoisie qui n'ont pas encore confiance en lui que les couches de la petite-bourgeoisie dont il aspire à capter les voix au moment des lélections. Et ce tournant actuel de sa politique lui est permis par le fait qu'il réussit encore à assurer un contrôle suffisant sur la classe ouvrière en France. Le jour où celle-ci tendra à secouer ce contrôle, il ne faudra pas s'étonner de voir le PCF adopter un langage beaucoup plus "gauchiste" afin de pas se faire déborder et de pouvoir continuer à assumer son rôle de dévoyeur de la lutte de classe." (R.I. N°24, avril 76).

En fait, seuls ceux qui ne connaissent pas l'histoire des PC sont "surpris" par ses virages actuels. Quand on examine l'histoire du PCF, ce ne sont pas moins de 9 virages qu'on peut compter : 1923-24 à gauche : la "bolchévisation" , virage ouvriériste ; 1925-28 à droite : politiques d'alliance avec la bourgeoisie (trade-unions en GB, Tchang Kaï Chek en Chine, etc); 1928-34 à gauche : politique "classe contre classe" de dénonciation de la social démocratie ; 1934-39 à droite : fronts populaires ; 1939-41 à gauche,: devant la guerre impérialiste, le PCF se revendique à nouveau de l'"internationalisme prolétarien" et du "défaitisme révolutionnaire" ; 1942-48 à droite : participations aux "blocs de la résistance" et aux gouvernements de "reconstruction nationale"; 1948- 60 à gauche : isolement du PC qui dénonce tous les autres partis y compris ceux de la gauche; 1961-78 à droite (surtout à partir de 72) : alliance avec le PS, d'abord électorale puis en vue de constituer un "gouvernement d'union de la gauche".

Tout au long de ces virages le PCF, à partir du milieu des années 20, a conservé une caractérisitque essentielle : sa fidélité à un seul maître: le capital national français. Cependant ce parti, s'il est fondamentalement de même nature que les autres partis bourgeois face à la classe ouvrière, comporte par rapport à eux (y compris le PS) des différences notables. Il est le représentant le plus décidé de la tendance générale du capitalisme entré dans sa phase de décadence vers une étatisation de plus en plus complète de l'économie et de toute la vie sociale. Tous les autres partis bourgeois, face à la décomposition croissante des bases économiques de la société, sont obligés d'adopter des mesures de capitalisme d'Etat. Mais le PCF, dans la mesure où par son histoire et par la nature de sa clientèle il n'a pas de lien direct avec les secteurs classiques de la bourgeoisie, est capable d'assumer cette tendance avec beaucoup plus de détermination et donc de jouer sur un nombre plus élevé de tableaux.

Ainsi, quand les circonstances le demandent, il peut jouer la carte "démocratique" au sein des institutions classiques de la bourgeoisie : la"démocratie"parlementaire, et passer avec les autres secteurs bourgeois des alliances de circonstance. Par contre, il peut également prendre ses distances avec ces secteurs qui, en réalité, sont condamnés dans son programme de nationalisations et d'étatisation complète de l'économie, pour adopter un langage plus "radical".

En 1976 nous écrivions :

"Aujourd'hui, le PCF se fait "mouton". A l'égard de la bourgeoisie, il dit qu'il a renoncé à tous ses mauvais penchants du passé... Demain il se fera "loup". Quand pour lui le problème N°1 ne sera plus de rassurer une bourgeoisie aux abois mais de réprimer un prolétariat de plus en plus combatif, il pourra se permettre un langage beaucoup plus "ouvrier"... (R.I. n°24).

Et c'est justement le cas aujourdh'ui. Le "secret" du virage actuel PCF n'est pas à rechercher dans son "internationalisme", L'internationalisme qui ne peut être qu'une politique de la classe ouvrière et jamais d'un quelconque secteur de la bourgeoisie. Ce"secret"nous est livré par Marchais lui-même qui déclare à ses intellectuels que "le parti n'a pas changé, mais qu'il a du s'adapter au développement des luttes."

Depuis 1978, nous avons mis en évidence qu'avec le ressurgissement de la combativité ouvrière, la gauche était conduite à assumer dans l'opposition sa politique de sabotage des luttes. C'est le cas des PS dans la plupart des pays d'Europe et notamment en G.B., comme on peut le voir encore face à la grève de la sidérurgie. Quant au PCF, compte-tenu de sa place spécifique dans le jeu politique bourgeois, c'est avec une détermination encore bien plus grande que les autres partis de gauche qu'il a pris en charge cette nouvelle forme de lutte contre les intérêts prolétariens. Dans la mesure où le terrain sur lequel le PC ne connait qu'une concurrence mineure de la part des autres partis de gauche, est sa capacité d'embrigader la classe ouvrière, c'est sur ce terrain qu'il mise essentiellement aujourd'hui au détriment des autres,y compris du terrain électoral. La contribution la plus efficace que peut apporter le PCF à la défense du capital français est son dévoiement de l'intérieur des luttes ouvrières grâce à un langage "révolutionnaire" : il a pris à coeur d'assumer avec un maximum d'efficacité cette responsabilité.

Ainsi, ce n'est pas "essentiellement" l'évolution de la situation internationale qui motive le tournant "révolutionnaire" actuel du PCF, comme le pense la bourgeoisie pour qui la référence à l'URSS a encore quelque-chose de "révolutionnaire". C'est bien plutôt la nécessité de prendre un maximum de distances avec les autres secteurs de la bourgeoisie afin de pouvoir mieux mystifier les ouvriers, qui permet au PCF d'afficher de nouveau clairement ses choix en politique internationale qui,eux,n'ont jamais variés comme nous l'écrivions en 1978 :

"Tant que les PC restent des PC, c'est-à-dire les représentants les plus décidés du cours vers le capitalisme d'Etat, et tant qu'une telle orientation de politique internationale n'entre pas en contradiction formelle avec la défense des intérêts du capital national, ils restent la fraction de celui-ci la plus favorable à l'alliance avec l'URSS..." (Rapport sur la France au 3ème Congrès de R.I., cf. recueil des textes de ce Congrès).

Ainsi, loin de constituer un élément positif pour la lutte du prolétariat, ou une "victoire" de celle-ci, comme se plaisent à le dire certains gauchistes, le radicalisme actuel du PCF est au contraire une arme contre cette lutte, une entrave supplémentaire au processus de développement des combats de classe et de prise de conscience de ses tâches.

Si le PCF parle aujourd'hui de "révolution", c'est pour mieux tuer la révolution.

F.M.

LONGWY, UN AN APRES

●Aujourd'hui, Longwy réapparait au travers des journaux. Nouvelle lutte? Non ! La bourgeoisie se fait forte maintenant de mettre en avant la "délinquance" de deux jeunes chômeurs cédétistes qui, en voulant cambrioler le local C.F.D.T., en sont arrivés à des actions des plus ignobles,comme le viol.

Excédés par la politique de la CFDT "revenue à plus de discipline syndicale" (Le Monde du 5 février), ces ouvriers chômeurs, laminés par ces syndicats en arrivent à des réactions désespérées et sans issue.

Au travers de leurs jérémiades sur les mésaventures de ces deux "gars de Longwy" qui l'an dernier étaient de "tous les coups", les syndicats et toute la presse prennent un an après leur revanche : "Voyez où mène la violence", "voyez ce qu'il en coûte de désobéir et de ne pas suivre son syndicat". Le "désespoir", la "délinquance", attendent ceux qui face à la violence de l'Etat ne plient pas l'échine et ne tendent pas l'autre joue, ceux qui, écoeurés par les ballades et les enterrements syndicaux, désobéissent aux consignes de ces mêmes syndicats et tentent de sortir les luttes du cadre réformiste et pacifiste. Voyez ce qui attend ceux qui tentent de sortir la lutte des voies de la collaboration de classe et des politiques négociatrices où les ouvriers sont toujours les dupes.

"Violence = violence", la violence ouvrière qui s'oppose à la violence policière et patronale est de la même nature que la violence d'un "casse", pire, la même que celle d'un viol, et si ce n'est quand même pas la même chose, il faut reconnaître que "l'une mène à l' autre". Voilà le discours syndical et le "prêchi-prêcha" de la presse ou ce qu'ils laissent entendre insidieusement à propos de ces évènements.

Un an après l'attaque du commissariat à Longwy, il est écoeurant de voir les syndicats et les flics main dans la main pour une chasse à l'homme, une chasse aux laissés-pour-compte de la lutte.

Ce que les syndicats proposent à la classe dans leur mot d'ordre:"Vivre et produire au pays" ce n'est, comme le montre ce "fait divers", que:"crever au pays".

Durant l'hiver dernier, les luttes des ouvriers de Longwy, Denain, ont été un phare pour tous les mouvements qui se sont déclenchés dans toute la France. "Longwy, Denain, nous montrent le chemin !", a été un des mots-d'ordre qui, scandé dans plusieurs luttes et manifestations, résumait le mieux ce que représentait la lutte de Longwy et Denain pour toute la classe ouvrière.

Que ce soit à Nantes, à Caen, à Rouen, à Paris, etc. , dans toutes ces villes où la colère ouvrière a explosé, où les syndicats ont été débordés par la combativité ouvrière, la lutte des ouvriers et des chômeurs de Longwy et Denain a montré qu'à la violence étatique permanente, à la violence patronale, policière, une violence de classe, collective, solidaire, décidée et qui se donne les moyens du combat contre la répression était possible.

Aujourd'hui, la situation économique en Lorraine est exemplaire au niveau de la crise et de l'impasse du système économique lui-même. Les licenciements sont plus que jamais à l'ordre du jour et il est maintenant clair que les secteurs non rentables de l'économie capitaliste,comme dans la sidérurgie sont voués à la mort avec toutes les conséquences qui s'y rattachent : misère, chômage, exploitation accrue pour les "rescapés" des plans de licenciements.

Aujourd'hui, il est clair que ce n' n'est pas la sidérurgie française qui est en crise de "restructuration", mais la sidérurgie mondiale, les secteurs clés de l'industrie, l'économie capitaliste mondiale elle-même qui agonise dans une crise de surproduction dont elle ne peut se relever.

Cinquante trois mille licenciements prévus en Grande-Bretagne, dans la sidérurgie avant août 80, c'est la Lorraine multipliée par cinq : il n'est plus question de parler de problèmes, de difficultés de "gestion française". Sans parler du ralentissement de l'activité de ce secteur au Japon, en Allemagne, aux Etats-Unis.

Pour les sidérurgistes de Longwy comme pour les travailleurs du monde entier, seule la rentabilité maximum fait force de loi pour le Capital, surtout quand la crise le prend à la gorge.

Aujourd'hui, les mineurs de fer en Lorraine,aux portes de Longwy en font l'"expérience" : là aussi la rentabilité est déficiente. Mais là aussi surtout se posent les mêmes problèmes qu'à Longwy, là aussi les mêmes impasses sont remises en avant par les syndicats : isolement, pas de contact avec les sidérurgistes, avec les mineurs du Limbourg en Belgique, en lutte il y a quelques semaines.

Les syndicats ont saboté le mouvement en l'isolant et en le dévoyant, en empêchant toute tentative réelle, unitaire, de tirer le bilan d'une lutte de première importance et ces croque-morts des luttes n'en resteront pas là si la classe ne prend pas en main ses propres intérêts, pour gagner.

La lutte est momentanément terminée à Longwy. Il est indispensable de comprendre que la situation à Longwy ne se résoudra pas à Longwy. Le seul espoir des ouvriers de Longwy comme des ouvriers partout ailleurs, est que les luttes se généralisent, se renforcent, en s'organisant et en se donnant des objectifs révolutionnaires par delà les catégories, les corporations, les régions et les nations. C'est là la seule voie de la classe ouvrière.

F.P.

U.S.A

LES LIMITES DE LA CAMPAGNE DE GUERRE

● Larmes d'émotion versées sur l'unité nationale contre les "fanatiques preneurs d'otages iraniens", cris d'effroi contre "l'agresseur" russe, soutenus par les appels à renforcer la puissance "de la paix" américaine... et l'augmentation massive du budget de l'armement, projet de restauration du service militaire pour tous (et controverses sur la question de savoir si les femmes serviront aussi de chair à canon dans la prochaine guerre impérialiste) : la plus grande puissance du monde oriente son économie et son idéologie plus directement vers la guerre.

Pour le moment, c'est cette offensive de la bourgeoisie qui tient le devant de la scène américaine. Les échos des réactions à ce tam tam guerrier n'ont pas une aussi grande force.

les réactions à la campagne idéologique

Faut-il désespérer de ne pas voir des réactions de l'ampleur de celles qui ont présidé à la fin de la guerre du Viet-Nam, où la difficulté rencontrée par l'Etat pour entraîner la population a pesé sur sa décision d'arrêter la guerre?

-Tout d'abord, il faut voir que ces réactions s'étaient produites après 10 ans de guerre. Aujourd'hui, il n'y a pour le moment qu'une menace, le début d'une campagne d'embrigadement.

-Ensuite, ces réactions ne sont pas absentes : certes, on a vu des étudiants manifester leur hystérie nationaliste lors des évènements d'Iran. Mais on en a vu aussi protester contre le projet de restauration du service militaire aux cris de : "Nous n'irons plus mourrir pour la Standard Oil".

La décomposition sociale et l'effondrement des saintes valeurs patriotiques bourgeoises n'épargne pas la première puissance économique du monde. Elles s'y manifestent même souvant dans des formes plus extrêmes qu'ailleurs. Les réactions à la guerre du Viet-Nam n'étaient pas un accident de parcours : elles étaient le signe d'un affaiblissement certain du poison nationaliste.

La prudence avec laquelle la bourgeoisie américaine entreprend sa campagne (mesures prises progressivement, multiplication des alibis, sondages répétés) montre que les dirigeants n'ont pas une absolue confiance dans l'adhésion de la population à ce préparatifs guerriers.

-Enfin et surtout, quand bien même les manifestations pacifistes se multiplieraient, elles ne pourraient empêcher la guerre : de telles réactions peuvent rendre plus difficile la poursuite d'une guerre locale, elles ne sont pas suffisantes pour empêcher la lutte pour le nouvel enjeu de la logique infernale de la crise qui ne peut se solder que par une guerre généralisée. Pour l'empêcher, il ne suffit pas que la population subisse l'état de choses existant en tirant sur le collier, il faut encore qu'il se dégage une force capable de s'opposer au système qui engendre la guerre.

Cette force, elle ne peut se forger autour de la seule "menace" de guerre. Une telle force ne peut se forger qu' qu'autour d'une réalité déjà présente. Et pour être efficace il faut qu'elle considère la guerre comme une conséquence de l'ensemble du système, et s'attaque à la racine du mal : le système d'exploitation. C'est en continuation des cadences insoutenables, des bas salaires et du chômage que se situe l'holocauste mondial. Ce n'est que dans la lutte contre l'ensemble du sytème que peut se forger l'entrave majeure à la guerre. Cette lutte,seule la classe ouvrière, par sa place au coeur du système, peut avoir la force et la conscience de la mener, peut constituer la poutre sur laquelle peuvent s'appuyer les intérêts de l'humanité toute entière.

C'est sur les réactions contre cette réalité présente de la classe ouvrière, contre la crise et l'austérité que se mesure l'état réel de la seule force capable d'empêcher la marche à la guerre.

sous l'idéologie, le coup de massue de la crise

Or, sur le plan des attaques directes contre la vie des travailleurs américains, il y a eu une certaine stabilisation dans les années 76-78. Les coups portés en 75, qui avaient provoqué la grande grève des mineurs, s'étaient calmés pour un temps. Mais dès 79 l'inflation a recommencé à s'accélérer (13%). Le chômage, tout en restant à des niveaux élevés, avait cependant diminué : il recommence à grimper à une vitesse vertigineuse : en un mois, le nombre des chômeurs a augmenté de 3%. Les appels à l'unité nationale vont s'alourdir des mesures d'austérité. Le prix à payer à la crise qui marche à la guerre, Carter l'a annoncé dans son budget 80 : "Ce fut l'un des messages les plus sombres qu'ait jamais donné un président des USA. "Il n'y a pas de miracle économique à attendre" a déclaré Carter." (Newsweek, 11/2/80) : le plus haut niveau des taxes prélevées par l'Etat depuis la seconde guerre mondiale, une augmentation brutale du chômage, un blocage des augmentations de salaires qui entraîne la perte d'au moins 4% du pouvoir d'achat (si l'inflation stagnait...!)

Contrairement à ce qu'affirment les cyniques déclarations sur "la crise évitée grâce aux commandes d'armement", l'économie américaine va s'enfoncer dans la crise. Les ouvriers de Chrysler ont bien du s'en rendre compte : les commandes de chars de l'Etat ont peut être renfloué l'entreprise (l'automobile a réduit de 20% sa production), mais les ouvriers constructeurs de chars ont du accepter une baisse de salaires plus importante encore que celle qui frappe l'ensemble des travailleurs, les syndicats ayant passé un accord en échange de la participation de l'un de leurs dirigeants au comité de direction de l'entreprise.

Les commandes de l'Etat à l'industrie ne sont pas un "nouveau souffle" qui permettrait d'empêcher l'écroulement de l'économie dans la récession, la chute des investissements et de la production, le chômage, les réductions de salaires, l'augmentation des cadences. Elles-mêmes dictées par les nécessités des rivalités qui opposent les blocs en crise, elles ne sont à court terme qu'un poids supplémentaire sur le budget du patron des patrons : l'Etat. Elles entraînent en conséquence des ponctions sur les autres dépenses : sécurité sociale, enseignement , santé, ou autres "services publics", une augmentation des impots et des taxes, un endettement plus grand de l'Etat (qui entraîne à son tour une augmentation de l'inflation). Et ces commandes d'armement ne sont pas immédiatement rentables. Pour rentabiliser l'immense production d'armes américaines, il faudrait autre chose que les enjeux des guerres permanentes de la périphérie, l'accession à des zones qui ne peuvent se conquérir que par la guerre mondiale. En attendant, l'armement est une charge pour l'ensemble de l'économie nationale, qui entame sa force concurrentielle et l'enfonce un peu plus dans la crise.

Le retour de manivelle de la crise annoncé par tous les "experts" pour 80 aux USA ne sera pas entièrement bloqué par les dépenses en engins de mort.

Et si la bourgeoisie a mobilisé son économie pour la guerre, on ne peut pas encore dire qu'elle a mobilisé le prolétariat pour la suivre. Certes, les dockers, contrôlés par un des syndicats les plus droitiers des USA, ont appliqué l'ordre de boycott des envois à l'URSS. La réussite de la campagne ne fait que traduite la force de la bourgeoisie américaine. Mais dans un futur très proche, la crise va frapper, et va frapper l'ensemble des travailleurs très fort. Malgré la campagne massive, et alors que l'attaque n'en n'est encore qu'à

(suite p. 7)

IMPERIALISME

(suite de la page 8)

de maintenir longtemps un fort contingent sans que celui-ci ne manifeste sa résistance face à une guerre où, comme toujours, les soldats n'ont rien à gagner mais seulement leur vie à perdre, alors qu'ils sont en butte à l'hostilité générale de la population.

Alors que le régime militaire obligatoire de trois ans est déjà profondément impopulaire en Russie et que l'armée russe manque de cadres car peu de soldats veulent "rempiler", on peut augurer des contre-coups en URSS même de cette opération militaire.

Mais ce n'est pas seulement un tribut en morts et en blessés que devra payer la population soviétique à la fringale impérialiste de sa bourgeoisie. L'effort de guerre en Afghanistan devra se payer par des contraintes économiques encore plus draconiennes dans les pays de l'Est, situation qui va encore être aggravée par le blocus occidental installé en représailles de l'intervention en Afghanistan.

A un moment où le prolétariat des pays de l'Est montre de plus en plus sa combativité depuis quelques années comme en Pologne, en Hongrie ou en URSS même, la bourgeoisie, pour soutenir son ef fort de guerre qui s'intensifie, lui impose encore plus de sacrifices, lui arrache encore plus de sueur et de sang. Là comme ailleurs, le prolétariat est le véritable frein à la guerre.

le prolétariat: frein à la guerre

Pour les prolétaires, accepter la guerre, c'est accepter l'effort de guerre, c'est accepter l'austérité, la misère. Lorsque le prolétariat lutte pour ses propres intérêts,il s'oppose directement à l'effort de guerre bourgeois.

Paradoxalement, c'est la situation sociale en Iran, qui en affaiblissant localement le bloc occidental, permet la poussée russe en Afghanistan; on pourrait croire que la lutte de classe pousserait donc vers la guerre, mais il faut comprendre que si la guerre d'Afghanistan ne dégénère pas en un conflit mondial, c'est précisément parce que le prolétariat mondial, en montrant sa combativité dans ses luttes quotidiennes, prouve à la bourgeoisie qu' il n'est pas prêt à se faire tuer dans un carnage impérialiste.

C'est pour cette raison que la bourgeoisie intensifie notamment en Occident sa campagne idéologique, afin de briser la résistance du prolétariat, en faisant croire aux ouvriers que le fauteur de guerre, c'est l'autre, qu'il faut défendre la "démocratie" contre le "totalitarisme", ou le "socialisme russe" contre "l'impérialisme américain". Les campagnes actuelles sur les droits de l'homme, les jeux olympiques, contre ou pour l'intervention soviétique en Afghanistan, n'ont pas d'autres buts que de faire croire au prolétariat qu'il faut défendre "sa" patrie, c'est-à-dire ses patrons, son Etat, sa bourgeoisie, qu'il faut accepter les sacrifices nécessaires : chômage, misère et même de crever dans la guerre impérialiste.

Céder au chant des sirènes capitaliste, à l'Est comme à l'Ouest, signifie pour les prolétaires, l'abandon de toute lutte ouvrière, et, par conséquent, le massacre dans un conflit impérialiste généralisé. Plus aucun frein ne s'opposerait à l'envie d'en découdre des blocs impérialistes.

Par contre, en continuant à lutter sur son terrain de classe, contre les morsures de l'austérité, en menaçant et en paralysant l'appareil de production, le prolétariat impose son terrain à la bourgeoisie. Le premier ennemi de la bourgeoisie est le prolétariat; avant d'enclencher un troisième conflit impérialiste mondial, il lui faut obtenir le plus d'assurances possibles dans la docilité du prolétariat,afin d'être sure que celui-ci ne se soulèvera pas en pleine guerre impérialiste comme le prolétariat russe de 1917, ce qui, à l'époque, avait obligé la bourgeoisie à signer rapidement l'armisticede 1918 afin de mettre fin à la révolution communiste qui la menaçait radicalement.

Aujourd'hui, nulle part dans le monde, la bourgeoisie n'a remporté de victoire décisive sur le prolétariat, même si la campagne idéologique aux USA a obtenu un relatif succès, celui-ci risque bien d'être contesté lorsque les mots vont se traduire dans les faits par une austérité draconienne. même dans les pays du tiers-monde où le prolétariat est faible, aucun mois ne se passe qui n'annonce son cortège de luttes ouvrières; ainsi même,autour de l'Afghanistan : en Iran, au Pakistan, en Inde, en Chine, ces dernières années se sont signalées par de nombreuses luttes ouvrières, en Europe, à l'Est comme à l'Ouest, un mécontentement croissant se manifeste qui se concrétise aujourd'hui dans les grèves en Grande-Bretagne.

En luttant sur son terrain, le prolétariat déplace le lieu de l'affrontement du terrain impérialiste, où il n'a rien à gagner vers celui de l'affrontement de classe, vers celui de la Révolution communiste où il a tout à gagner.

La bourgeoisie, afin de dévoyer le prolétariat de son terrain de classe, déchaîne son appareil de propagande. Pour la propagande occidentale, l'Afghanistan devient un nouvel argument contre l'impérialisme adverse, et vice-versa. Mais c'est surtout un argument contre le prolétariat : montrer l'agressivité de l'impérialisme adverse sert toujours pour la bourgeoisie nationale à justifier le sien, à préconiser la sacro-sainte union nationale, l'union des patrons et des ouvriers pour la défense du capital national.

De plus en plus, la bourgeoisie se rend compte qu'avant d'en découdre sur le terrain impérialiste, elle devra d'abord défaire le prolétariat sur le terrain social, aussi bien par la propagande que par une répression féroce. Ces derniers temps, le renforcement de l'armement militaire classique, qui peut non seulement servir dans des affrontements impérialistes, mais aussi contre la classe ouvrière, est particulièrement significatif (à ce propos on peut mesurer les arrières-pensées de la bourgeoisie française qui inaugure un nouveau terrain d'entraînement pour ses troupes : une cité de HLM du territoire de Belfort).

Le prolétariat mondial prend peu à peu conscience de l'affrontement de classe qui se prépare, mais il doit clairement en comprendre l'enjeu. Celui-ci n'est pas seulement la lutte immédiate, locale, mais l'avenir de l'humanité. Si les ouvriers se laissent abuser par la propagande bourgeoise, la classe dominante mettra à profit cette faiblesse pour pousser plus avant son activité guerrière vers une troisième guerre mondiale.

L'ouverture d'une troisième guerre mondiale ne dépend pas de la situation militaire en Afghanistan, ni de la volonté ou non de quelques dirigeants capitalistes d'en découdre, elle dépend de l'évolution du rapport de force non entre les deux blocs impérialistes, mais entre le prolétariat mondial et la bourgeoisie de tous les pays.

La bourgeoisie n'a pas le choix : elle est déterminée à aller vers la guerre; historiquement le prolétariat est la seule force qui peut l'en empêcher. Et cela il ne peut le faire qu'en mettant fin à la société d'exploitation.

Naguère Lénine, en pleine première guerre mondiale, dont le prolétariat, abusé par la social-démocratie dégéréscente, n'avait su prévenir l'éclatement, appelait les prolétaires à "transformer la guerre impérialiste en guerre civile"; aujourd'hui, alors que le prolétariat n'est pas embrigadé par la bourgeoisie, n'est pas prêt à partir la fleur au fusil verser son sang pour la patrie, il est possible d'arrêter la course de la bourgeoisie vers un 3ème holocauste : par la guerre de classe, par la révolution communiste, empêchons la guerre impérialiste.

20 février 1980 J.J.

GRANDE-BRETAGNE

(suite de la p. I)

gie, la colère des mineurs, ont commencé à déjouer les plans de la bourgeoisie. Les comités syndicaux locaux ont été contraints, sous la poussée ouvrière, d'étendre la lutte malgré tout ; mais ils ont aussi su, très vite, se mettre à la tête du mouvement d'extension pour le limiter, tenter de le mener dans l'impasse et le vider de son contenu. Ils ont d'abord détourné l'extension sur le terrain juridique : l'extension au secteur privé était-elle "légale"? Puis ils ont poussé à se limiter avant tout au seul secteur de la sidérurgie : toute l'action des piquets de grève dont les shop-stewards "radicaux" ont pris la tête, a été orientée vers la sidérurgie privée. Finalement, durant ces dernières semaines, alors que le mécontentement commencait à sourdre dans d'autres secteurs de la classe sur le point de partir en grève, les syndicats se sont d'une part employés à faire repousser d'une quinzaine de jours les grèves votées par les ouvriers combatifs comme les ouvriers de l'eau et les égoutiers , et d'autre part, ont poussé à faire débrayer les usines sidérurgique privées de Hadfields et Sheerness, où la combativité était faible!

Non contents de ces objectifs stériles pour le prolétariat, les syndicats ont fait de la surenchère au radicalisme... en gardant "secrète" la date de l'action sur Sheerness -"secret qui devait laisser le temps à la police de la région du Kent de recevoir des renforts de policiers de Londres, et au gouvernement de lancer un battage contre la "violence" et sur la "légalité" ou "l'illégalité" des piquets secondaires. Dévoyée de la sorte, l'action de solidarité, au lieu de permettre un nouveau souffle à la lutte qui se serait gonflée d'énergies nouvelles n'a jusqu'à présent fait qu'affaiblir la combativité.

les leçons présentes

A l'heure actuelle, la lutte des ouvriers de la sidérurgie tend à s'essoufler face à toutes ces tentatives de démobilisation délibérées. C'est la première grève de la sidérurgie en Grande-Bretagne depuis 1926 et les ouvriers n'ont pas ou n'ont que peu d'expérience. Ils n'ont pas connu directement le sabotage auquel se sont livré les syndicats dans les autres secteurs de la classe ouvrière, les mines surtout, notamment au cours de la vague de grèves de 1972-73. Qui plus est, le Parti travailliste et les syndicats sont aujourd'hui dans l'opposition et maintiennent plus aisément un "radicalisme" de façade pour cacher leurs manoeuvres?



PIQUETS DE GREVE DEVANT LES ACIERIES D'HADFIELDS

La situation est à une croisée des chemins. La combativité est forte dans les rangs ouvriers. Les dirigeants officiels des syndicats ont été démasqués malgré leur "opposition" au gouvernement. Structures de base du syndicalisme britannique, les "shop-stewards" (délégués d'ateliers affiliés aux syndicats) ont dû prendre en compte une vague de mécontentement poussant vers l'extension. Pour éviter le débordement ouvert, ils ont canalisé le défoulement ouvriers contre les directions syndicales. Le syndicat des mineurs contrôlé par le PC est allé jusqu'à mener l'affrontement de 2000 ouvriers avec les forces de l'ordre à Hadfields. Par ces moyens, même si les directions syndicales ont perdu de leur crédibilité, les shop-stewards ont résisté et ont permis jusqu'à présent à la bourgeoisie sinon de faire rentrer les ouvriers, tout au moins de MAINTENIR tant bien que mal le cloisonnement entre tous les secteurs où se manifeste un énorme potentiel de lutte.

Ce potentiel n'est pas encore éteint. De l'équilibre précaire de cette situation peut sortir soit de véritables manifestations de solidarité par l'entrée en lutte d'autres secteurs de la classe ouvrière, par une poussée rompant le légalisme ou le régionalisme que la bourgeoisie essaie d'imposer, par des poussées vers une généralisation plus solide; soit un isolement des sidérurgistes, une extinction de la lutte jusqu'au prochain sursaut.

Quelle que soit l'évolution de la situation, la lutte des sidérurgistes en Grande-Bretagne marque un pas de plus pour l'ensemble de la classe ouvrière dans les préparatifs de la nécessaire généralisation des luttes. Elle montre aussi la force de l'appareil d'encadrement et de répression de la bourgeoisie avec laquelle il faudra compter.

Qu'elle s'agrandisse par la généralisation ou se referme, la brèche qui a été ouverte par la classe ouvrière en Grande-Bretagne, notamment dans la sidérurgie, confirme le renouveau de la lutte. Après la grève des sidérurgistes en Allemagne en 1979, en France fin 1978, la grève des sidérurgistes anglais montre , pour ce secteur industriel comme pour tous les secteurs, que les problèmes auxquels se confronte la lutte -étendre la lutte par ses propres moyens , contre les menées et les entreprises de division des syndicats- sont ceux d'une classe ouvrière internationale.

20 février 1980 C.N.

POLOGNE

REPRISE DES LUTTES A L'EST

● Que la Pologne se dirige vers "l'abîme", c'est certain: Sous quelle forme ? Les queues s'allongent devant les magasins où les produits d'Etat se raréfient, les transports et les logements se dégradent, les usines ferment jusqu'à plusieurs jours par semaine par pérurie de matières premières, d'électricité ou de pièces de rechange ; lors des périodes de gel, c'est toute l'activité économique du pays qui s'arrête.

De plus, des licenciements ont été annoncés dans des secteurs vitaux de l'économie:aux chantiers navals, et dans l'appareillage électrique.

Une dette extérieure de plus de 18 milliards de dollars et de nouveaux emprunts indispensables en perspective, une chute du P.N.B. de 2 %, un taux de croissance que les prévisions officielles annoncent pour 1980 comme le plus faible depuis la guerre... l'économie de la Pologne "socialiste", "démocratique" et "ouvrière" amorce un nouveau virage dans la crise.

Récemment un rapport d'intellectuels et de militants "communistes" mettaient en garde leur parti contre "des explosions d'insatisfaction de la population", due à une situation "alarmante" qui mène le pays vers l'"abîme" et la "catastrophe".

Dans un contexte de difficultés sociales, la préoccupation de la bourgeoisie polonaise n'est pas différente de celle de ses consoeurs de l'Ouest : comment faire accepter une misère encore plus grande à une classe ouvrière dont la combativité l'a contraint déjà deux fois à reculer dans le passé. Le souvenir des émeutes sanglantes contre les hausses des prix alimentaires dans les ports de la Baltique en décembre 70, où, à Gdansk les ouvriers incendièrent le siège du parti communiste polonais et s'affrontèrent à sa police, tout comme le souvenir des émeutes et de la grève générale de juin 1976, contre les hausses de prix également, est toujours présent dans la conscience des ouvriers. Cette année, la commémoration des émeutes de 70 a eu une ampleur sans précédent: ils ont été des milliers à manifester devant le chantier naval à Gdansk. Et l'agitation ouvrière a repris dans les ports de la Baltique.

A l'usine d'appareillage électrique pour bâtiment "Electromontaz" de Gdansk, à l'annonce de la menace d'une centaine de licenciements, dont vingt cinq déjà effectifs, les ouvriers ont riposté par la création d'un comité ouvrier regroupant cent soixante dix personnes sur les cinq cents de l'usine, tenant des assemblées générales et menaçant la direction de faire grève si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. La riposte de la direction a été brutale : le licenciement immédiat des cent soixante dix personnes si elles n'arrêtaient pas leur mouvement.

C'est dans cette situation de lutte ouvrière montante qu'apparaît un certain durcissement du PCP, une série de mesures répressives, des rafles et des arrestations précédant la journée de commémoration des événements de 70 et l'ouverture du 8ème congrès du parti.

Le battage sur les "dissidents" orchestré en ces occasions n'est que le paravent de la chasse aux ouvriers combatifs. Il est un battage de même nature que celui qu'orchestrent les bourgeoisies occidentales contre les "terroristes" pour justifier la répression. Si la bourgeoisie occidentale, dans sa campagne de guerre, appuie les "dissidents", c'est parce qu'elle voit dans leur "opposition" des points d'appui pour défendre ses intérêts. Dans la réalité sociale, la seule véritable opposition qui se dessine est une opposition de la classe ouvrière à la crise qui s'abat sur elle : elle n'a rien à voir avec les intérêts nationalistes et impérialistes ; elle est de même nature que la résistance ouvrière qui partout dans le monde surgit face aux attaques de la bourgeoisie. Elle est un jalon vers l'unité de la classe ouvrière mondiale qui trouvera face à elle toutes les fractions de la bourgeoisie, Est et Ouest, "orthodoxes" et "dissidents" confondus.

G.

ITALIE

LA DEMOCRATIE MUSCLEE

● Prolongement de la garde à vue pour toute personne soupçonnée de préparer un acte terroriste ; possibilité illimitée de procéder à des perquisitions dans les domiciles et dans les quartiers : possibilité d'inculper quelqu'un pour "détention de documents dans des buts terroristes et subversifs" et surtout introduction d'une nouveauté juridique:"le sympathisant terroriste", grâce à laquelle on pourra condamner tous ceux qui manifestent des opinions non orthodoxes. Telles sont les mesures que la bourgeoisie italienne vient de prendre pour renforcer son arsenal juridique. Après la militarisation du nord de l'Italie (mobilisation de 25 000 carabiniers), l'arrestation d'ouvriers combatifs (cf RI n°67), après l'instauration de l'état de siège dans certains quartiers populaires, tout cela sous prétexte de rechercher des terroristes, les nouvelles mesures prises par l'Etat italien viennent une fois de plus confirmer un certain nombre de vérités :

-d'une part l'alibi de la lutte contre le terrorisme cache en réalité la lutte contre la classe ouvrière;

-d'autre part toutes les fractions de la bourgeoisie (avec le PCI en première ligne), laissant de côté leurs querelles partisanes, se sont retrouvées d'accord sur la politique à mener face à la combativité soutenue des ouvriers italiens.

-enfin, la démocratie n'a rien à envier aux régimes totalitaires quand il s'agit de maintenir à tout prix sa dictature contre la classe ouvrière, quand il s'agit de la mater et de l'embrigader.

Depuis plusieurs mois, les ouvriers en Italie résistent à l'aggravation de leurs conditions de vie (inflation, reprise des anciens acquis, surveillance et cadences accrues dans les usines, suppression d'allocations aux chômeurs, licenciements, etc.), ils résistent notamment en rompant la trêve sociale imposée par les syndicats et en remettant en cause concrètement les syndicats par la formation de "coordinamenti"(1). Face à cela, la bourgeoisie dans son ensemble se trouve prise à la gorge, abandonne ses discours sur la "coexistence pacifique entre les classes" et révèle la vraie nature de son système : l'exploitation par la terreur. Et sur cette voie, les partis soi-disant ouvriers et les syndicats ne sont pas en reste. Ce sont eux qui réclament le renforcement de la police et de l'armée.

La démocratie n'est qu'un leurre; toutes les fractions bourgeoises ont leur rôle à jouer dans la répression directe contre la classe ouvrière. De même qu'elles ont instauré "l'espace judiciaire européen", de même elles s'unissent au niveau national pour parvenir à mater la classe ouvrière. Acculée par la faillite de son système économique et par la nécessité de le sauvegarder, la bourgeoisie d'Europe occidentale fait tomber un peu plus le masque.

C'est de cela que les ouvriers doivent être conscients : plus question de se faire bercer par les illusions démocratiques. Hier, comme aujourd'hui, la bourgeoisie est prête à tout pour sauver ses profits ; ses fractions de gauche sont à l'avant-garde pour imposer le respect de la"loi" du capital: Ce qui se passe aujourd'hui en Italie, existe déjà ou est en germe dans l'ensemble des pays européens et les ouvriers doivent en tirer les conclusions logiques : opposer leur organisation et violence collectives face à la terreur de l'Etat.

P.F.

NOTE :
(1) : Groupes pour la coordination des luttes.

TUNISIE

LES EVENEMENTS DE GAFSA

LA FRANCE EN TUNISIE OU LA HANTISE D'UN NOUVEL IRAN

●Dans la nuit du 27 au 28 février dernier et pendant plusieurs jours, 200 à 300 "mercenaires" envoyés par le méchant Khadafi ont agressé la "douce démocratie tunisienne" à Gafsa. Heureusement que Bourguiba a des "amis sûrs" qui ont volé à son secours et ont permis que l'ordre soit rapidement rétabli.

Mais que cherche-t-on à nous faire oublier en nous brossant un tableau si grossièrement mensonger?

Tout d'abord l'ampleur et le but de l'intervention française :

- la présence de trois navires de guerres équipés de missiles dans le golfe de Gabès, dès le début des troubles;
- sur le terrain des avions Transall, des hélicoptères Puma et plusieurs "spécialistes" du GIGN (Groupe d'intervention de la Gendarmerie Nationale), sans oublier les Mirages de "l'escadrille de reconnaissance" de Mérignac qui ont effectué plusieurs missions de repérage et de neutralisation des cellules radios "ennemies" dans le sud du pays ;
- en France, mise en état d'alerte d'un régiment de la 11ème division parachutiste.

C'est cela que le gouvernement français a qualifié pudiquement de "soutien logistique".

Mais cette terminologie ne peut suffire à nous cacher ou à nous faire oublier le rôle impérialiste de la France en Afrique et au Moyen-Orient.

Souvenons-nous simplement des interventions décisives des parachutistes français à Kolwesi, au Tchad, en Centrafrique ; du rôle de la France dans le conflit du Sahara Occidental, mais également de la présence "discrète" mais efficace du GIGN dans le conflit entre la Lybie et l'Egypte en 1977, et plus près de nous dans les évènements de la Mecque.

N'est-ce pas Michel Jobert, dont on ne peut ignorer la "compétence" en ce domaine, qui définissait récemment avec clarté et cynisme la politique étrangère de la France en déclarant : "Nous sommes une puissance méditerranéenne, que diable ! Alors n'ayons pas peur de notre ombre, et quand nous intervenons, intervenons!".

On ne peut être plus clair.

Mais il est vrai que les "raisons humanitaires" invoquées jusqu'à maintenant, comme à Kolwesi ou à Bangui, font de moins en moins illusion et notamment pour justifier l'intervention à Gafsa.

En fait l'engagement de la France répond à deux préoccupations essentielles :

- d'une part la Tunisie, par sa position stratégique fondamentale en Méditerranée, est considérée comme une "approche sacrée" par la France et le bloc occidental qu'elle représente et dont elle défend les intérêts globaux face au bloc ennemi;
- d'autre part le bouillonnement social, qui n'a pas cessé depuis les émeutes de 1978 en Tunisie, et particulièrement dans la région minière de Gafsa, présente un risque grave de déstabilisation qui n'est pas sans rappeler celle provoquée par les évènements d'Iran. Le bloc occidental ne peut plus se permettre un tel faux pas, dans la mesure où celui-ci a permis la percée soviétique en Afghanistan.

Ainsi l'intervention immédiate de la France, rapidement relayée par les USA, a eu le double effet de permettre le rétablissement de l'ordre social par une répression féroce et massive des populations ouvrières (souvenons-nous que les évènements de Kolwesi ont abouti au même résultat) et de clairement affirmer la détermination des occiden-

(suite p.7)



LES FORCES DE L'"ORDRE " EN ACTION A GAFSA

LA REPRESSION ANTI-OUVRIERE

●300 morts, des centaines d'arrestations, le quadrillage des quartiers ouvriers, le renforcement policier et militaire dans tout le pays, voilà le sens réel des évènements de Gafsa.

Bourguiba a, bien sûr, crié au feu, à l'agression extérieure, mais aussi réussi à rallier autour de lui toutes les fractions de la bourgeoisie tunisienne, de l'extrême droite à l'extrême gauche, chacune faisant de la surenchère à l'"unité nationale" contre "ceux qui veulent du mal au pays".

Y aurait-il des mercenaires à la solde de Khadafi dans tout le pays et notamment dans les quartiers ouvriers?

L'unanimité de l'ensemble de la bourgeoisie et le branle-bas de combat de toutes les forces de répression trouvent, en fait, leur réelle justification dans la situation économique et sociale de la Tunisie ces six dernières années.

Dès le début des années 70, qui étaient annoncées comme celles du "décolage économique" du pays, la crise mondiale avait frappé la déjà fragile économie tunisienne et les différents plans de développement, pourtant modestes, qui se sont succédés, n'ont jamais pu être réalisés.

Conséquences logiques :

- un accroissement massif du chômage, aggravé par le retour forcé d'un nombre croissant de travailleurs émigrés, par l'arrivée sur le marché du travail d'une masse plus importante de jeunes, renvoyés des écoles (le temps de scolarité est volontairement réduit);
- une baisse réelle des salaires et une chute énorme du pouvoir d'achat des ouvriers (22% en 3 ans avant 1978), sanctionnées par le "Pacte Social" signé par l'UGTT (Union Generale Tunisienne du Travail) de Habib Achour que l'on veut faire passer, aujourd'hui, pour un martyr de la classe ouvrière tunisienne.

C'est dans une telle situation de banqueroute économique et d'austérité barbare que s'est déclenchée, dès 1976, une vague importante de grèves dont le point culminant furent les émeutes de janvier 1978.

A cela la bourgeoisie nationale a répondu par une répression féroce (4000 morts selon certaines sources, sans compter les blessés, les arrestations, les licenciements etc...), un renforcement de l'encadrement policier y compris dans les usines (milices, vigiles, gardes d'usines etc...), et l'institution d'un "service civil" (loi du 10 mars 1978) qui permet d'envoyer dans des camps de travail, sous la surveillance de l'armée, tous les jeunes chômeurs ; ces camps étant régulièrement alimentés par des rafles dans les grandes villes.

Malgré cela et malgré les tentatives de détournement du mécontentement général par les syndicats ("tant que la direction de l'UGTT est en prison, nous gelons les revendications et nous nous consacrons à sa libération"), les grèves sauvages reprirent, après 3 mois d'acalmie, chez les dockers de Sfax et de Tunis, dans les mines, dans le textile, l'industrie du bois, du pétrole (Shell), la presse, les transports... Le 23 janvier dernier la grève à la SNT (Société Nationale des Transports) a complètement paralysé la vie dans la capitale.

C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu les évènements de Gafsa, la répression, les ratissages et les exécutions sommaires qui s'en suivirent.

Les moyens énormes en hommes et en matériel mis en place, le "soutien logistique" français et le renforcement des forces de répression dans l'ensemble du pays ne peuvent se justifier seulement par la riposte à cette "agression extérieure" d'une cinquantaine de "mercenaires".

La classe ouvrière en Tunisie, à l'image de la classe ouvrière mondiale, refusant les conditions de vie que lui impose le capitalisme en crise, a repris le chemin des luttes ; et la bourgeoisie tunisienne, soutenue par l'ensemble de ses amis occidentaux, a retrouvé son unité pour faire face à ce qui est le véritable danger pour elle, son véritable ennemi, "ceux qui veulent du mal au pays" : la classe ouvrière.

S./J.E.

TURQUIE

LES HORDES DE LA BOURGEOISIE CONTRE LES TRAVAILLEURS

●A quoi doit s'attendre la classe ouvrière lorsqu'elle engage la lutte contre des conditions de vie de plus en plus inhumaines ? Les travailleurs d'Izmir en Turquie viennent d'en faire l'amère expérience.

Malgré l'état d'urgence, un millier d'ouvriers occupent une usine textile pour protester contre les licenciements. La police tente immédiatement de les déloger. Des coups de feu éclatent. La riposte de l'Etat ne se fait pas attendre : 10.000 hommes des troupes de choc, équipés de blindés et d'hélicoptères, assiègent l'usine. Des combats se poursuivent trois jours durant dans les quartiers ouvriers où ont été dressées des barricades pour tenter d'arrêter les chars. L'usine est prise. Les ouvriers sont arrêtés. Les évènements d'Izmir ont des répercussions dans tout le pays, jusque dans l'Est. L'appareil de répression -"contre le terrorisme"- quadrille les grandes villes. La droite accuse la gauche ; la gauche accuse la droite ; tous sont d'accord sur la nécessité de l'ordre capitaliste. Les pays occidentaux sont prêts à débloquer une aide économique urgente pour enrayer l'effondrement.

Contrairement à ce que clame toute la bourgeoisie, de la gauche à la droite, le véritable objectif des forces de répression n'est pas la "violence terroriste" qui n'a jamais soulevé le dixième de la mobilisation actuelle de l'Etat turc, mais bien la violence de classe des ouvriers, dès qu'elle risque de se généraliser. La police, l'armée et les commandos sont pour la bourgeoisie l'instrument pour plier les travailleurs aux "exigences" de survie de son système pourrissant. L'Etat turc, bastion du front de guerre entre les deux blocs impérialistes, armé jusqu'aux dents par le bloc occidental, au bord de la banqueroute, met en oeuvre la même politique que partout dans le monde : accroître les subsides de l'Etat, baisser les salaires, écrémer l'appareil productif des secteurs non rentables qui n'intéressent pas directement les préparatifs guerriers.

Contre une inflation qui galope autour de 100 % entraînant une chute vertigineuse du niveau de vie, contre un chômage de plus en plus massif (chômage "national" grossi des milliers de travailleurs émigrés renvoyés des pays d'Europe du Nord), le mécontentement grandit.

La droite de Démirel au pouvoir montre ouvertement la détermination de la bourgeoisie à mettre tout le paquet contre les travailleurs. La gauche d'Ecevit n'est pas moins déterminée. Dans l'opposition comme dans la plupart des pays occidentaux, c'est elle qui a mis en place les dispositifs d'austérité et de répression dont elle ne critique l'usage aujourd'hui que pour désamorcer la combativité des travailleurs.

La gauche et l'extrême-gauche qui se présentent "aux côtés" des travailleurs ou "à la tête" des luttes, ne font que contenir la poussée prolétarienne et la détourner vers les dédales de ses querelles et mensonges pour ses visées : la défense de l'Etat national dans la tourmente inter-impérialiste qui se dessine.

Les actions répétées des bandes armées et des terroristes de tout acabit, ne sont que le signe le plus spectaculaire de la décomposition sociale engendrée par la crise. La bourgeoisie s'en accomode fort bien quand elle ne les suscite pas directement. Elles sont l'écume d'une vague qui met en mouvement toutes les classes et couches de la société. Dans un tel mouvement, c'est le prolétariat qui est la seule véritable préoccupation de la bourgeoisie de tous bords pour le maintien de son ordre social. La bourgeoisie de Turquie, comme celle de tous les pays, a tiré les leçons de l'Iran son voisin : il ne fait pas bon laisser se lever et s'étendre la colère ouvrière. La rapidité de la répression et l'importance des moyens mis en oeuvre montrent que c'est l'extension de la lutte ouvrière que craint par-dessus tout la bourgeoisie et qu'elle se dispose à tuer dans l'oeuf.

La répression des travailleurs en Turquie est le pendant des affrontements violents qui se produisent un peu partout lorsque la classe ouvrière relève la tête : police contre les ouvriers en France, en Grande-Bretagne, en Belgique, militarisation du Nord de l'Italie, etc. Le prolétariat peut mesurer l'ampleur et la dimension internationale des affrontements de classe qui se préparent dans tous ces heurts répétés avec les forces de l'ordre bourgeois.

M.G.

NATIONALISME (suite de la p.I)

l'image d'un Churchill, la bourgeoisie montre que, sous les appels à la défense de l'intérêt national, il n'y a que "du sang, de la sueur et des larmes", qu'il n'y a que l'austérité et la guerre.

Mais pour entraîner les exploités à accepter celà et à se laisser enrôler dans la guerre,il faut une préparation patiente et menée de longue date par la bourgeoisie. "La guerre est un meurtre méthodique, organisé, gigantesque. En vue d'un meurtre systématique, chez des hommes normalement constitués, il faut cependant d'abord produire une ivresse appropriée. C'est depuis toujours la méthode habituelle des belligérants" énonçait déjà Rosa Luxembourg en 1915 dans sa "Brochure de Junius".

Cette propagande, cette ivresse se sont toujours propagées par le même canal : le nationalisme.

la mystification pacifiste, arme du nationalisme

Aujourd'hui la droite au gouvernement prépare matériellement la guerre : augmentation du budget militaire, création de nouvelles unités d'intervention, modernisation du matériel de l'armée, classique aussi bien que stratégique et elle lance des appels à l'union nationale face au danger de guerre, comme l'a fait Giscard pour le premier de l'an. Mais que fait la gauche ? Eh bien, la gauche -en France- tente de persuader que la menace de guerre n'est que fiction, idéologie fomentée par la droite alors qu'elle ne cesse de souffler le venin nationaliste auprès de la classe ouvrière, essayant de ramener chaque lutte sur le terrain national. Ainsi, ces dernières années, elle n'a cessé d'animer des campagnes sur le thème "produisons français", "achetons français". Mais cette lente tentative d'intoxication ne prendra tout son sens que pour le jour où la bourgeoisie appellera à "mourir français". Aux beaux jours de l'union de la gauche, c'est d'un choeur unanime que le gouvernement était accusé de "brader l'intérêt national". Le PC ne cesse de proclamer "Oui ! Nous aimons et défendons la France" et dans "L'Humanité Dimanche" du 1er février, on célébrait des femmes de mineurs qui avaient accroché le drapeau tricolore à l'entrée de la mine occupée.

Mais prenons garde ! Rappelons-nous qu'en 36, le drapeau tricolore flottait sur les usines à côté du drapeau rouge et que, trois ans après, c'était à la guerre qu'on amenait le prolétariat.

Aujourd'hui, c'est la droite qui appelle à l'Union sacrée mais c'est la gauche qui ne cesse de tenter de désarmer la classe en la dévoyant sur le terrain de la défense de l'intérêt national.

En fait, pour droguer le prolétariat et l'amener dans la guerre à massacrer ses frères de classe, la bourgeoisie utilise tantôt l'ivresse, tantôt le narcotique. Tantôt, elle cherche à enflammer d'ardeur et d'indignation belliqueuses, tantôt à endormir et à désarmer sous l'amas des proclamations pacifistes.

Rappelons-nous aussi du foisonnement des conférences pour la paix des années 30. Rappelons-nous surtout de l'attitude de la gauche, de la social-démocratie avant 14 avec ses vertueux et farouches accents pacifistes -mais du moins ne niaient-ils pas le danger de guerre ! Ainsi, durant l'été 1911, en réaction à l'envoi d'une flotte allemande sur Agadir, lors d'une assemblée internationale de la social-démocratie à Londres, les délégués se déclaraient "prêts à s'opposer avec tous les moyens dont ils disposaient à toute déclaration de guerre" ; en 1912 encore, au Congrès de Bâle, tous -de Jaurès à Max Adler- faisaient profession de foi pacifiste pour "s'opposer avec tous leurs moyens et pouvoirs au crime de la guerre". Et même huit jours avant la déclaration de guerre, la presse social démocrate allemande était unanime pour dénoncer les manoeuvres de l'Autriche face à la Serbie. Puis ce fut le 4 août A une très large majorité, le groupe parlementaire social-démocrate votait les crédits de guerre de l'Allemagne devant le Reichstag pour l'entrée en guerre aux côtés de l'Autriche. Derrière Kautsky, ils se rallièrent au langage de l'empereur Guillaume II : "Je ne connais pas de partis ; je ne connais plus que des Allemands". Et dans toutes les nations européennes revêtant le casque guerrier, les partis de la IIe Internationale commirent la même trahison -à l'exception du PS d'Italie. Mais tous ces "pacifistes"se justifient ainsi : "nous avons tout fait pour maintenir la paix mais la guerre nous est imposée par d'autres. Maintenant que la guerre est là, nous devons nous défendre et on n'abandonne pas son peuple et sa patrie à l'heure du danger". L'argumentation de la social-démocratie d'Allemagne que l'on désignait comme "le joyau de l'organisation du prolétariat conscient" s'écartait, ainsi que le souligue Rosa Luxembourg, sur un seul point de la déclaration du gouvernement : elle mettait en plus en avant "la lutte contre le despotisme russe".

En même temps, la France où le socialiste Millerand participait déjà à un gouvernement d'"union sacrée", avait été mobilisée contre "le militarisme prussien". De la même façon, l'Allemagne de 1870 était partie en guerre contre "le bonapartisme".

Toute la mobilisation anti-fasciste des années 30 s'est effectuée sur ce même modèle.

le capitalisme en crise porte la guerre

La poignée de révolutionnaires qui éleva alors la voix pour défendre l'internationalisme prolétarien ne prônait pas le pacifisme mais opposait la guerre de classe à la menace de la guerre impérialiste et une fois celle-ci déclenchée, se battit résolument pour sa transformation en guerre civile.

Leur position face à la guerre n'était pas une question de choix entre le bien et le mal, le "bon camp" et le "mauvais camp" mais était liée au maintien de leur analyse et de leur action sur un terrain de classe.

Ce qu'ils comprenaient alors, animés de cette détermination, c'est cela dont tout ce siècle allait fournir l'éclatante démonstration : que le capitalisme en crise, dans sa décadence irréversible et son long pourrissement porte en lui la guerre impérialiste comme un ciel d'orage apporte la foudre, qu'il ne survit plus que par et avec la guerre en permanence et qu'"offrir la paix" lui est désormais impossible. Voilà pourquoi la phraséologie nationaliste "ne sert plus qu'à masquer tant bien que mal les aspirations impérialistes, à moins qu'elle ne soit utilisée comme cri de guerre, dans les conflits impérialistes, seul et ultime moyen idéologique de capter l'adhésion des masses populaires et de leur faire jouer le rôle de chair à canon dans les guerres impérialistes" (Rosa Luxembourg, "Brochure de Junius"). Voilà pourquoi le pacifisme n'est plus qu'une mystification, pourquoi sous toutes les paroles de paix, il n'y a que le masque des préparatifs de guerre.

Le nationalisme n'a qu'un seul sens aujourd'hui : fournir l'idéologie de la guerre.

Mais c'est toujours au nom de la défense de grands sentiments, de grands idéaux que se répand cette idéologie de guerre. Les "fauteurs de guerre" sont toujours ceux "d'en face" que l'on pare des pires atours de la barbarie -ce qu'il n'est jamais bien difficile de démontrer- alors que l'on ne fait, dans le conflit, qu' accomplir "une oeuvre civilisatrice", que "sauver (ou défendre) les valeurs traditionnelles de son peuple et de sa nation". Ce sont là les alibis qui auront servi aussi bien aux "alliés" pour enrôler le prolétariat dans "la défense de la démocratie contre le fascisme" qu'à l'intervention d'Hitler faisant entrer l'Allemagne dans la guerre" pour protéger les populations allemandes des Sudètes et de Poméranie". C'est entre autres l'escroquerie de "la résistance" où on a amené des ouvriers à se battre côte à côte avec leurs patrons et leurs exploiteurs contre "les envahisseurs", "l'ennemi extérieur" dans une saoûlerie enthousiaste qui dura jusqu'à "la libération", jusqu'au moment où "l'oeuvre de reconstruction nationale", exigeant que le prolétariat retrousse ses manches à nouveau, ne ramène à la dure réalité : même sous la forme mystifiée "liberté-égalité-fraternité", la trilogie à forme pétainiste "travail-famille-patrie" de l'exploitation capitaliste n'avait jamais cessé de fonctionner.

L'exaltation de la solidarité nationale" n'est qu'une perversion du sens réel de la solidarité, de la communauté humaine dans la société capitaliste.

Mais au milieu de ces carnages, le masque humaniste de tous ces vautours tombe et ils mettent à nu leur vrai visage à travers le patriotisme le plus exacerbé et, au premier plan, c'est la gauche qui manifeste le chauvinisme le plus outrancier : "A chacun son bôche" exhortait "L'Humanité" en 1944 et dans la résistance, on voyait Aragon chanter... Jeanne d'Arc avec des accents evoquant ceux d'un Barrès ou d'un Péguy.

Ce sont à des resucées de ces tragiques mascarades qui ont déjà coûté 70 millions de vies humaines qu'on nous convie encore aujourd'hui, au nom de la "défense des droits de l'homme" qui anime la campagne nationaliste de préparation à la guerre aux Etats-Unis et dans le bloc occidental. Le péril dont menace l'ennemi, ce n'est plus le fascisme, mais c'est un nouveau visage, le "totalitarisme"...

C'est aussi au nom du droit des peuples" et sous couvert de "libération nationale" des "jougs colonialistes" ou "impérialistes" que, depuis la fin du second conflit mondial, cent cinquante guerres, moments d'affrontements inter-impérialistes, ont fait pousser sur les continents africain, asiatique ou latino-américain d'épouvantables charniers.

Le nationalisme n'est que l'âme de la guerre,là d'où il tire sa source et trouve son épanouissement naturel. Ce n'est qu'une promesse de massacre pour le prolétariat. Y céder est l'expression de la défaite la plus profonde du prolétariat, de la contre-révolution en marche. Comme l'affirmait le révolutionnaire Pannekoek au début du siècle : "Le fait national constitue comme toute idéologie bourgeoise une entrave à la lutte de classe dont la puissance préjudiciable doit être dans la mesure du possible éliminée... Les mots-d'ordre et les objectifs nationaux détournent les travailleurs de leurs objectifs prolétariens spécifiques. Ils détournent les ouvriers des différentes nations, provoquant leur hostilité réciproque et détruisent l'unité nécessaire du prolétariat. Ils rangent côte à côte les travailleurs et la bourgeoisie sur un même front, obscurcissant ainsi leur conscience de classe et font du prolétariat l'exécutant de la politique bourgeoise" ("Lutte de classe et nation").

A l'opposé, l'expression de la montée révolutionnaire de la classe, c'est la solidarité ouvrière, poussée par ses luttes au delà du terrain national et des frontières, cadre de la division et de la concurrence capitalistes, c'est l'internationalisme.

L'ennemi, pour le prolétariat, ce n'est pas le frère de classe sur lequel la bourgeoisie le pousse à tirer mais il est à l'intérieur des frontières, c'est sa propre bourgeoisie et son Etat.

C'est pourquoi, son cri de guerre à lui, c'est celui du "Manifeste Communiste" : "PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !".

Y.D.

LA MENACE de GUERRE: C'EST LA LUTTE DE CLASSE QUI DOIT S'INSOUMETTRE

●C'est par et dans les Assemblées Générales et les Comités de Grèves, c'est en discutant ensemble de leur lutte et des moyens de faire rendre raison au capital sur les revendications des travailleurs, que les ouvriers résistent vraiment et déjouent le bourrage de crâne belliciste de la bourgeoisie, discocient la cause du capitalisme et la leur propre.

C'est dans la lutte concertée, auto-organisée des ouvriers, en dehors des lois bourgeoises, des partis et des syndicats dits ouvriers, par delà les barrières instaurées entre les ouvriers par la bourgeoisie de droite et de gauche, que la désobéissance civile, l'insoumission prennent un caractère réellement efficient contre les desseins capitalistes. C'est à l'école de la lutte de classe que naissent les véritables rebelles,avec lesquels la bourgeoisie ne peut songer à commencer sa guerre impérialiste.

"S'ils déclenchent la guerre, nous, on n'y va pas. On s'enfuit, on déserte, mais n'importe comment, on ne marche pas dedans", c'est ce qu'on entend couramment dire chez beaucoup d'ouvriers aujourd'hui.

Il est parfaitement légitime que le branle-bas international inauguré par l'invasion de l'Afghanistan par les armées russes et la guerre de propagande qu'elle a réouverte soulèvent l'inquiétude chez les ouvriers. Ce sont eux, le plus fort, qui paient les frais des grandes rixes impérialistes. En disant :"On n'y va pas", du moins les ouvriers montrent qu'ils n'ont pas les yeux bouchés devant les réalités de la situation capitaliste, telles qu'elles s'affichent aujourd'hui. Dans sa spontanéité, cette réaction de refus assez commune indique que la bourgeoisie est loin encore, pour le moment, de disposer de la masse de "chair à canon" docile et abusée qui est nécessaire à son entreprise guerrière.

Soit. Mais croit-on qu'il suffit de se dire:"la guerre, on n'y ira pas, ni pour les uns ni pour les autres", pour que la guerre impérialiste n'ait pas lieu ? S'imaginer cela est une illusion suicidaire. Deux exemples déjà dans ce siècle montrent que tous ceux qui, avant 1914 et 1939, disaient aussi:"on n'ira pas", y sont allés au bout du compte et y ont le plus souvent laissé leur peau.

Ce n'est pas avec des réactions individuelles que nous pouvons barrer la route à la guerre. A ce niveau, on ne peut avoir que des illusions.

impuissance individuelle

Lourdes de périls mortels sont les illusions de croire :

. "à la guerre, je m'enfuis"; dans les conditions absolument mondialisées de la troisième guerre mondiale, il n'y aura nul coin de terre à l'abri des bombes. Déjà en 1939, des foules de personnes, croyant échapper à l'avance des armées allemande ou alliées, se faisaient massacrer sur les routes par l'aviation des deux camps ;

. "je déserte" ; il n'y a plus de possibilité aujourd'hui de pays franchement neutres, terres d'accueil pour des déserteurs. Dès maintenant, par exemple, le gouvernement canadien a signifié qu'il ne donnerait plus refuge aux éventuels déserteurs de l'armée américaine ;

. "on fraternise au front"; ce qui était encore faisable dans les conditions de la guerre de 14, où les soldats des deux camps pouvaient communiquer entre eux, de tranchée à tranchée, n'est plus envisageable aujourd'hui avec la guerre des avions, des missiles, des chars et des armes à longue portée, sur des fronts de guerre couvrant des continents.

Non, ce n'est pas par des réactions individuelles que l'on peut s'opposer à la guerre, car la guerre ne se joue pas entre des volontés individuelles, comme dit Giscard. C'est une force insaisissable qui nous entraîne à la guerre, celle, énorme, de tout le poids impersonnel d'une organisation capitaliste du monde, contradictoire, ne pouvant avoir d'autre solution à sa crise planétaire que la guerre généralisée, quel que soit l'intérêt des capitalistes particuliers.

Face à ce déchaînement ultime de toutes les tendances mortelles contenues dans un ordre social pourri, qu'est la guerre capitaliste, c'est l'affirmation d'une autre force sociale, la plus contraire au capitalisme et exprimant la vie de l'humanité, qui peut, sur la scène du monde, s'opposer réellement à la guerre. Les ouvriers, seuls, représentent cette force. Mais non pas les ouvriers en tant qu'ils disent, individuellement : "à la guerre, nous, on n'y ira pas", mais en tant qu'ils agissent comme classe. C'est en agissant comme classe qu'en 1917 les ouvriers ont pu arrêter la guerre. C'est en étant réduits à l'atomisation (par les partis socialistes faillis), qu'en 1914, ils n'ont pu empêcher d'aller au massacre.

La guerre est l'aboutissement naturel de la crise capitaliste. C'est, aujourd'hui, en luttant contre le processus de crise qui mène à la guerre, que la classe ouvrière peut empêcher la guerre. C'est par et à travers ses luttes pied-à-pied contre l'austérité, le chômage, le renforcement de l'exploitation, que la classe ouvrière constitue la force d'opposition à la guerre.

force de la lutte de classe

Cette insoumission, cette désobéissance- là débouche évidemment sur la guerre de classe contre la bourgeoisie, car celle-ci, à cause de l'indiscipline de la classe ouvrière, est obligée de durcir encore plus son attaque contre le prolétariat. De là naîtront les conditions de la révolution prolétarienne qui sera, avec la destruction du système, le véto définitif à l'entreprise de massacre du monde capitaliste.

Une des plus dangereuses illusions pour le prolétariat serait de penser qu'il sera encore temps de se soulever le jour de la mobilisation. La bourgeoisie ne se lance dans la guerre que longuement préparée,et notamment après avoir réussi à neutraliser la classe ouvrière, dans le sang s'il le faut. Déjà la bourgeoisie, là où elle le peut, prépare la mobilisation générale, comme aux USA où Carter vient de rétablir la conscription obligatoire qui avait été supprimée au temps de la guerre au Vietnam. Pour la classe ouvrière c'est maintenant qu'il faut agir, et le terrain naturel où elle agit c'est celui de sa lutte décidée contre le renforcement de l'austérité capitaliste.

Mx

VIE DE L'ORGANISATION



REUNIONS PUBLIQUES

AIX EN PROVENCE

Permanence : le 19 mars de 18 h. à 19 h. au Café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX

Réunion publique le samedi 22 mars à 17 h. au Café Victor-Hugo, 52, cours Victor-Hugo, sur le thème : Pays de l'Est, pays capitalistes.
Permanence : le 7 mars et le 4 avril de 18 h.30 à 19 h.30 au Café Victor-Hugo (même adresse que ci-dessus).

LILLE

Réunion publique le 22 mars à 14 h.30 au 23, rue Gosselet, sur le thème : Pays de l'Est, pays capitalistes.
Permanence : le samedi 15 mars à 14 h.30, à la même adresse.

LYON

Réunion publique le 21 mars à 20 h.30 au 176, rue Pierre Valdot, sur le thème : Pays de l'Est, pays capitalistes.
Permanence le 19 mars à 18 h à la Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

MARSEILLE

Réunion publique le 7 mars à 21 h à la Salle Fraternité, 7, bd Burel, sur le thème : Le regroupement des révolutionnaires.
Permanence le 14 mars de 18 h à 19 h au Bar "Les Danaïdes", Square Stalingrad.

MONTPELLIER

Permanence le 17 mars de 20 h à 21 h. Le lieu sera précisé par affiche et dans les lieux de diffusion habituels.
Contact avec les diffuseurs le 2ème samedi de chaque mois, au Marché de la rue de la Loge, de 11 h à 12 h.

NANTES

Réunion publique le 29 mars à 17 h au Centre Social des Bourderies, rue Saint Bressin, sur le thème : Le communisme est possible et nécessaire.
Permanence le dernier jeudi de chaque mois au local de la "Fraternité Protestante".
Contacts avec les diffuseurs au marché Talensac, le 2ème samedi du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

PARIS

Réunion publique le 15 mars à 17 h au 27, avenue de Choisy, 75013 Paris (1er étage, salle verte), sur le thème : Pays de l'Est, pays capitalistes.
Permanence tous les samedis (sauf les samedis 7 et 15 mars) à 16 heures, à la même adresse.

ROUEN

Permanence le vendredi 29 février à 20 h 30 à la Halle aux Toiles.

SAINT-NAZAIRE

Réunion publique le 22 mars à 17 h au Foyer de Jeunes Travailleurs, sur le thème : Le communisme est possible et nécessaire.
Contacts avec les diffuseurs au marché, le 2ème dimanche du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique le 28 mars à 21 h. au 48, rue de la République, sur le thème : Pays de l'Est, pays capitalistes.
Permanences tous les vendredis à 18 h 30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (Pont des Demoiselles).
Contacts avec les diffuseurs au marché aux légumes sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc), les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux Puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 10 h à 12 h 45.

TOURS

Réunion publique le samedi 15 mars à 17 h. au Centre Paroissial, Eglise St Paul (près place Thiers), sur le thème : Les justifications trotskystes des préparatifs guerriers de la bourgeoisie

PUBLICATIONS DU C.C.I.

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie

Postbus 11 549
1001 Gn AMSTERDAM

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

weltrevolution

Adresse en Allemagne :
IKS Postfach 410308
5000 Köln 41

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :

- *la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;*
- *la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;*
- *la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.*

REVUE INTERNATIONALE N°20

Les années 80 : les années de vérité
L'accélération de la crise
Derrière la crise Iran-USA : les campagnes idéologiques.
Combat ouvrier et manoeuvres syndicales au Vénézuela
Sur l'intervention des révolutionnaires : nos censeurs
Sur la question nationale (Gauche Mexicaine, 1938)
Sur le capitalisme d'Etat (Internationalisme, 1952)

BROCHURES

- **Nation ou classe**
- **Congres de R.i. 78**
- **Organisations communistes et conscience de classe**
- **Les syndicats contre la classe ouvriere**
- **Plate-forme de R.I.**

INTERNATIONALISME N°40

- Non à la marche vers la guerre
- 36 heures d'austérité
- La hausse de l'or
- Crise de la sidérurgie
- Le groupe Loco
- La grève des médecins
- L'enjeu stratégique
- La gauche et l'Afghanistan
- La lutte de classe
- Le GCI et les luttes revendicatives
- Organisation de la classe

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75827 Paris Cedex 01

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	*Etranger*	*Par avion*
60 F	*80 F*	*100 F*

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	*Etranger*	*Par avion*
40 F	*50 F*	*70 F*

Abonnements et versements à : R.I. CCP 2023302 X Paris

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

SALUT A «WELTREVOLUTION»

WELTREVOLUTION
Organ der Internationalen Kommunistischen Strömung in der BRD
dez.79 nr.1 2dm .15ös .2sf
•Warum Weltrevolution •Iran-USA •AKW's
•Indochina •Internationaler Klassenkampf
•Streik in Rotterdam •SPD •Entlassungen bei AEG

Le CCI intervient au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière. Dans ce but, c'est directement au niveau international que le CCI se forma. Après la création des sections territoriales française, vénézuélienne, américaine, anglaise, italienne, espagnole, belge, hollandaise, des révolutionnaires se sont regroupés en RFA pour fonder la nouvelle section du CCI en Allemagne de l'Ouest.

L'Allemagne de l'Ouest a longtemps pu se présenter comme un modèle de stabilité, de haute productivité et de paix sociale. Mais la crise mondiale n'épargne aucun pays, aussi "fort" soit-il et les bases précaires de cette force se révèlent de plus en plus dans l'augmentation du chomage, les difficultés de la balance des paiements et surtout par la riposte prolétarienne : les grèves des dockers, des métallurgistes, des sidérurgistes, des imprimeurs en 78-79 montrent la voie.

Notre section en RFA a commencé à intervenir dans les usines, à distribuer des tracts, à intervenir dans certains débats gauchistes, à organiser des réunions publiques. Et afin de mener cette intervention de manière plus efficace et régulière, elle publie aujourd'hui une revue "Weltrevolution", organe du CCI en RFA. L'apparition de ces luttes et de cette section ne sont pas pure coïncidence. Le principal bastion occidental de l'OTAN au niveau militaire, le "centre économique de l'Europe", le "principal rival des USA", le "modèle allemand", le pays où tout se fabriquait solidement, croule de tout son poids. La conscience de la classe ouvrière y trouve un terrain privilégié pour se développer. L'alternative "guerre ou révolution" est de plus en plus âprement posée. Salut à Weltrevolution!

TUNISIE (suite de la p.5)

taux face au bloc russe. Nous pouvons nous référer, pour cela, à la déclaration franco-allemande, faite dans les jours qui ont suivi, dans laquelle Giscard et Schmidt "estiment que, dans les circonstances actuelles, les puissances européennes ont des responsabilités particulières" et "soulignent leur volonté de les exercer en s'assurant de concert avec leurs alliés, que seront garantis les équilibres fondamentaux qui conditionnent la sécurité de leur pays et celle de l'Europe."

Dans les préparatifs de l'affrontement contre le bloc capitaliste de l'Est, la bourgeoisie occidentale définit ainsi clairement le partage des tâches en son sein : et si Giscard se présente aujourd'hui comme l'ultime champion de la "détente" et de la paix (si la guerre mondiale éclate, ce sont évidemment "les autres" qui en portent la responsabilité), l'intervention française à Gafsa nous montre, une fois encore, le sens réel de ses "bonnes intentions" : être un protagoniste zélé de l'impérialisme occidental.

J.E.

U.S.A. (suite de la p.3)

son début, certaines réactions se manifestent : une grève dans une entreprise de 2000 personnes dans l'Ohio où les ouvriers ont eu à combattre physiquement les syndicats, trois semaines de grève pour 25 000 enseignants de Chicago, non payés depuis 4 semaines sont des indices de la possibilité d'une réponse à l'attaque à venir.

La gigantesque opération de propagande nationaliste et guerrière organisée par le gouvernement et les médias ont eu un certain succès dans tous les milieux (ce qui exprime la force de l'Etat et de la classe dominante). Mais le mouvement de fond dans la société n'est pas mort. De la réaction du prolétariat aux attaques à venir, du niveau de conscience des tâches à accomplir qu'atteindront les luttes dépendra le succès ou non de la marche à la guerre aux USA, comme partout ailleurs.

D.N.

L'INTERVENTION EN AFGHANISTAN :

L'IMPERIALISME FACE A SES CONTRADICTIONS

Alors que l'ensemble de la planète est sous la domination d'un impérialisme oud'un autre.qui rivalisent en atrocités et que la crise tenaille de plus en plus le capital du monde entier, la concurrence se fait de plus en plus exacerbée pour le contrôle des débouchés et des centres économiques. La crise pousse de plus en plus chaque capital à la conquête de nouveaux marchés, et cela ne peut se faire qu'aux dépens du voisin. Si une certaine discipline est imposée au sein d'un bloc par l'impérialisme dominant (les USA,vis-à-vis du Japon, de la Grande-Bretagne, de la R.F.A., du Pakistan, de la Chine, du Zaïre, du Paraguay, etc.; l'URSS,vis-à-vis de la R.D.A., de la Pologne, de la Bulgarie, de l'Ethiopie, du Yemen du Sud, etc. qui, tous, sont impérialistes dans la mesure de leurs moyens), la rivalité n'en est pas pour autant atténuée mais au contraire renforcée dans la concurrence entre les deux blocs prêts à en découdre pour obtenir un partage du monde que chacun voudrait plus avantageux.

Les récents évènements d'Afghanistan sont la concrétisation de ce renforcement des tensions inter-impérialistes qui poussent la bourgeoisie vers une troisième guerre mondiale.

Mais si la scène de l'affrontement est la planète entière, à l'échelle des deux blocs qui embrassent des continents, l'enjeu principal reste l'Europe, le plus ancien et le plus important centre industriel de la terre.

L'Europe a déjà été le champ de bataille principal des deux premières guerres mondiales, elle est aujourd'hui au centre des rivalités impérialistes. Le renforcement militaire en Europe, de part et d'autre du rideau de fer, n'a pas d'autre sens, et les négociations SALT et autres artifices diplomatiques n'y changent rien. Cependant l'Europe est aussi la plus forte concentration prolétarienne de la planète : tant que le prolétariat mondial et principalement d'Europe n'est pas prêt à être embrigadé dans un nouvel holocauste mondial, tant que celui-ci par sa combativité, par sa détermination à défendre ses intérêts de classe,constitue un obstacle au déchaînement de la furie belliciste des deux blocs, le chemin vers la guerre mondiale n'est pas ouvert..

Mais la crise est là qui pousse toujours plus vers l'affrontement militaire et partout dans le monde des conflits explosent là où la faiblesse du prolétariat le permet : l'Afghanistan en est le dernier exemple.

● L'URSS, comme autrefois la Russie, si elle étend sa domination sur plusieurs continents, se trouve encerclée par ses rivaux. Au Nord ses accès à la mer sont bloqués par la banquise la majeure partie de l'année, en Europe ses ports se trouvent coincés au fond de la mer Baltique tandis qu'en Asie, Vladivostock, loin des principaux centres industriels est directement sous la menace de la Chine et ceinturé par les îles du Japon. S'ouvrir un accès à la mer au travers de l'Iran, de l'Afghanistan et du Pakistan a toujours été un des objectifs de la politique du capitalisme russe.

A la fin du siècle dernier déjà, les frontières de l'Afghanistan à l'Est avaient été dessinées afin d'éviter, en créant un Etat-tampon, que les armées du Tzar ne se trouvent directement face à celles de l'Empire britannique. Toute la politique du bloc occidental sur le flanc Sud de l'URSS consiste à contenir une poussée de la progression russe vers les mers chaudes. Ces dernières années, l'axe constitué par la Turquie, l'Iran, le Pakistan et la Chine, frontaliers avec l'URSS, constituait une défense militaire solide pour faire face à la menace du bloc russe et pour asseoir la puissance du bloc occidental.

Mais la crise économique n'a pas pour seule conséquence de pousser les blocs vers l'affrontement, elle pousse les couches sociales deshéritées et notamment le prolétariat à lutter de manière de plus en plus résolue contre la dégradation de leurs conditions de vie, et elle accentue la crise politique au sein de la bourgeoisie.

La crise sociale en Iran, marquée l'année dernière par quatre mois de grève générale, a abouti à la désagrégation de la 4ème armée du monde qui a vu son potentiel militaire paralysé : 50 % des soldats n'ont pas regagné leur caserne; les américains ont dû démonter précipitamment leur station d'écoute électronique,en catastrophe, et le matériel militaire ultra-sophistiqué que les USA avaient fourni est resté paralysé durant des mois faute de pièces de rechange et de services d'entretien. D'autre part, l'état-major a été profondément affecté et remanié par la crise politique du régime iranien.

Finalement le résultat concret est, du point de vue du bloc occidental, l'effondrement du principal maillon du dispositif militaire mis en place au Sud de l'URSS. Cet affaiblissement a encore été renforcé par la tension entre le Pakistan (qui malgré le véto américain voulait se doter de l'arme atomique) et les USA qui avaient supprimé toute aide militaire à ce pays. Par ailleurs la situation sociale tendue dans toute la région, pas seulement en Iran, mais aussi, dans une mesure moindre mais significative, en Turquie , en Inde, au Pakistan, met les stratèges occidentaux sur les charbons ardents. En effet, alors même que la remise en ordre en Iran s'avère bien difficile, malgré la volonté de son nouveau président Bani Sadr qui a entrepris de normaliser les relations avec les USA, de restructurer son armée et d'aider les guérilleros afghans, la situation sociale en Iran même reste très chaude et la possibilité d'une nouvelle situation "à l'iranienne" dans les pays de cette région reste présente.

la situation de l'impérialisme russe

C'est cette situation qui a fourni à l'URSS l'opportunité de renforcer sa position en envahissant massivement l'Afghanistan et en y installant des bases militaires. Ce n'est pas, bien sur, l'économie afghane très faible qui constitue une proie de choix pour l'impérialisme russe,mais la situation stratégique de ce pays dans la perspective d'un affrontement global pour lequel les deux blocs se préparent.

En prenant pied en Afghanistan les troupes russes améliorent nettement leur position militaire, non seulement sur le plan régional, mais aussi sur la scène mondiale, même si cela ne peut être encore suffisant pour combler leur infériorité stratégique vis-à-vis du bloc occidental. Ce n'est pas sans de sérieuses raisons que l'URSS a pris le risque d'outrepasser le statu-quo des accords de Yalta,en prenant pied militairement en Afghanistan:

- la frontière afghane donne directement sur la vallée de l'Indus, voie royale vers le port de Karachi et l'océan Indien, c'est-à-dire vers l'Inde, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique Orientale ;
- les sommets du Pamir, nommés le "Toit du monde" à l'Est de l'Afghanistan surplombent l'Ouest de la Chine, le grand rival de l'URSS en Asie et ouvrent directement le chemin du Tibet ;
- l'Iran en pleine instabilité est un appât de taille pour l'impérialisme russe qui s'ouvrirait en y prenant pied, l'océan Indien, le Golfe persique et le Moyen-Orient ;
- les troupes russes ont pris pied à une journée de char des champs pétrolifères du Golfe persique et du détroit d'Ormuz par où passent tous les superpétroliers qui approvisionnent l'occident. L'URSS peut ainsi en quelques heures couper la principale source d'approvisionnement en pétrole de l'Europe et du Japon. Ce qui est un atout de première importance en cas de conflit généralisé.

Tout est-il donc rose pour l'impérialisme russe qui vient de renforcer ses positions ? Certainement pas ; les mêmes forces qui ont conduit à une lézarde du dispositif militaire occidental sont à l'oeuvre au sein du bloc de l'Est : la crise économique continue son travail d'usure et, poussés par la misère, les prolétaires développent de plus en plus leurs luttes, poussant la bourgeoisie dans ses contradictions, dans sa crise politique. Paradoxalement, l'intervention soviétique en Afghanistan ne peut qu'accélérer cette situation.

Maintenant que l'URSS a occupé militairement le terrain, il va falloir dorénavant le tenir. L'importance de l'effectif et des moyens mis en oeuvre, qui ne cessent d'être renforcés, montrent que ce n'est pas si facile que ça. La géographie et l'histoire afghanes se prêtent particulièrement à la guerre de guérilla : des montagnes aux cachettes innombrables, des populations nomades traditionnellement belliqueuses, une population farouchement nationaliste.

L'armée russe, même si d'importants moyens ont été mis en oeuvre (100.000 hommes, des centaines de chars, un pont aérien permanent) n'est pas particulièrement adaptée pour faire face à une telle situation :

- du point de vue de son équipement, l'atout principal de l'armée russe,ce sont ses chars. Mais si ceux-ci permettent de "tenir" les villes et les principales routes, ils sont bien incapables de contrer les guérilléros afghans dans les montagnes à partir desquelles ceux-ci peuvent mener de fréquents raids destructeurs. Lorsqu'un armement moderne commencera à parvenir aux guérilléros afghans, les pertes russes déjà très lourdes (environ 3.000 tués ou blessés) vont s'aggraver grandement. Paradoxalement, les stratèges russes qui ont dirigé dans les années 60 des dizaines de luttes de guérillas ont peu d'expérience d'une situation où la guérilla est dirigée contre eux et pour laquelle leur armement est mal adapté ;
- le "moral" des troupes soviétiques est fragile. Ne pouvant trop dégarnir son potentiel militaire ni sur le front européen, ni à la frontière chinoise,l'Etat russe a dû faire appel aux réservistes de la région frontalière de l'Afghanistan afin de mener à bien son opération militaire dans ce pays. De nombreux soldats soviétiques ont donc à faire face à l'hostilité générale d'une population,dont ils partagent les origines et les traditions culturelles ; c'est parmi ces soldats que se sont semble-t-il produits des désertions et des insoumissions. Et cette situation ne peut aller qu'en s'aggravant au fur et à mesure de l'occupation.

Les pertes déjà sensiblement lourdes et qui ne peuvent aller qu'en augmentant vont sérieusement peser sur le moral des troupes. Nous avons déjà vu lors de la guerre du Vietnam, la difficulté pour le gouvernement américain

(suite page 3)

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions.Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

● *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

● *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations".Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

● *Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est,Chine,Cuba,etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

● *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

● *Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

● *Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.*

● *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires","fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

● *Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de"soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre,sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".*

● *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

● *NOTRE ACTIVITE*

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.